

## LA PÊCHE

PRÉSUMÉE CONSTRUCTION D'USINES DE  
TRANSFORMATION DU POISSON DANS  
LES ÎLES FRANÇAISES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Selon *Le Devoir* du 5 janvier 1967, des entreprises américaines auraient l'intention de construire deux usines de transformation du poisson dans les îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon, qui pourraient ainsi servir de port de débarquement pour la flotte de pêche américaine. Le ministre nous dirait-il si ce sont les fonctionnaires de son ministère qui ont pris l'initiative de cette proposition afin d'obtenir un accord sur la mesure législative de 1964 portant la zone de pêche à 12 milles de la côte canadienne?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Crouse:** Une question complémentaire. Le ministre dirait-il à la Chambre quels progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'établissement de coordonnées géographiques permettant de tirer des lignes de base et d'établir une limite de 12 milles, comme le demande la mesure adoptée en 1964?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député pose une question très générale demandant une déclaration générale de principe. Je ne crois pas qu'il puisse le faire en ce moment.

## LES ANCIENS COMBATTANTS

MODIFICATION À LA LOI À PROPOS DE  
L'ACHAT DE PROPRIÉTÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants. Je regrette de ne pas lui en avoir donné préavis. Le ministre envisage-t-il des modifications à la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou peut-être au règlement, afin de tenir compte des changements de circonstances dans l'achat de propriétés destinées aux anciens combattants? Envisage-t-il également de modifier les règlements concernant les relations de l'État avec les agents immobiliers?

**L'hon. Roger Teillet (ministre des Affaires des anciens combattants):** Monsieur l'Orateur, on n'a fait aucune proposition visant à modifier la loi. Les règlements peuvent être mo-

difiés à volonté; nous les modifions de temps à autre et certains d'entre eux sont en cours de révision. Si le député voulait bien me faire connaître le domaine qui l'intéresse en particulier, je pourrai me renseigner et lui donner une réponse plus directe, s'il le voulait bien.

## L'AGRICULTURE

DEMANDE QUANT AU POSTE  
DE SOUS-MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Y a-t-il un sous-ministre de l'Agriculture à l'heure actuelle? Si oui, quel est son nom?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député demande des renseignements statistiques, ce qui n'est pas permis à ce moment-ci.

**L'hon. M. Harkness:** Sauf votre respect, monsieur l'Orateur, il s'agit d'une question importante et urgente non seulement pour les députés mais pour les organismes agricoles et les cultivateurs en général. On voudrait savoir s'il y a un sous-ministre et, notamment, son nom. S'il n'y a pas présentement de sous-ministre de l'Agriculture, on aimerait connaître le ministre suppléant pour savoir à qui il faut s'adresser pour bon nombre de questions.

**M. l'Orateur:** Ce serait peut-être plus simple si je permettais au ministre de répondre.

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, M. Barry est toujours sous-ministre suppléant de l'Agriculture et aussi président de la Commission canadienne du lait aussi longtemps que son successeur n'aura pas été nommé.

**L'hon. M. Harkness:** Alors, monsieur l'Orateur, je dois protester contre le fait que le ministre a mal renseigné la Chambre avant-hier. Le 9 janvier, comme en fait foi la page 11537 du compte rendu, je lui ai posé la question suivante:

M. S. C. Barry est-il toujours sous-ministre de l'Agriculture? Sinon, depuis quand ne l'est-il plus?

Le ministre a répondu:

M. Barry est maintenant président de la nouvelle Commission du lait.

Le ministre nous a manifestement donné l'impression, à nous et au pays, que M. Barry n'était plus sous-ministre de l'Agriculture. J'estime que le ministre doit présenter des excuses à la Chambre.

**L'hon. M. Greene:** Monsieur l'Orateur, la déclaration qu'on trouve dans le *hansard* est tout à fait correcte; il est président de la Commission canadienne du lait.